

CURRICULUM VITAE

I- Etat civil

- Nom : BAMOUNI
- Prénom : Pascal
- Date et lieu de naissance : 31 / 12 / 1963 à Bobo Dioulasso (Burkina Faso)

II- FORMATIONS

II.1 Formation académique

- 1988, Ouagadougou Burkina Faso Maîtrise en droit des affaires /
Faculté de droit et de science politique / Université de Ouagadougou ;
- 1992, Ouagadougou Burkina Faso DESS en droit des affaires /
Faculté de droit et de science politique / Université de Ouagadougou ;
- 1995, Ouagadougou Burkina Faso / Diplôme de Magistrat / Ecole
nationale d'administration et de Magistrature.

II.2 Formation continue

- Burkina Faso, octobre 1995 : organisation des juridictions et la gestion du
contentieux ;
- Burkina Faso, avril 1996 : procédures d'urgence ;
- Burkina Faso, juin 1997 ; le travail d'intérêt général comme peine
alternative à l'emprisonnement ;
- Bobo Dsso, du 22 au 26 mai 2000 : indépendance, déontologie et
responsabilité du magistrat ;
- Porto- Novo, mai 2001 ; participation à la formation sur l'Acte uniforme
relatif au droit des sociétés commerciales et du GIE ;
- Porto Novo, octobre 2008 : droit public des affaires UEMOA/CEMAC ;
- Porto Novo, novembre 2010 ; Formation sur le droit de l'arbitrage ;
- Burkina Faso, avril 2012 : management directorial ;

- Burkina Faso, du 18 au 22 mars 2013 : management des organisations publiques ;
- Dakar, juin 2015 ; conférence ministérielle sur état de droit et lutte contre la corruption ;
- Vienne, 2012, 2013, 2014 et 2015 ; participation aux réunions du Groupe d'examen de l'application de la Convention des Nations Unies contre la corruption ;
- Burkina Faso juin 2022 : théorie et pratique du droit des procédures simplifiées de recouvrement des créances et voies d'exécution ;
- Burkina Faso, juin 2022 : les cas d'ouverture à cassation ;
- Koudougou, du 12 au 17 décembre 2022, formation en procédure et technique de cassation ;
- Burkina Faso, août 2023 : procédure spéciale en cas de crime ou délit commis par les magistrats ou certains fonctionnaires ;

III- Expériences professionnelles

- avril à juin 1995 ; Tribunal de grande instance de Gaoua, Juge d'instruction ;
- juin 1995 à juin 1998 ; Tribunal de grande instance de Gaoua, Président ;
- juin 1998 à juillet 2001 ; Tribunal de grande instance de Tenkodogo, Président ;
- mars 1999 à juillet 2001 ; Tribunal administratif de Tenkodogo, Président ;
- juillet 2001 à août 2006 ; Cour d'Appel de Bobo Dsso, Conseiller à la mise en état chambre civile et commerciale ;
- août 2006 à juillet 2011 ; Cour d'Appel de Bobo Dsso, Président de la Chambre correctionnelle ;

- août 2011 à décembre 2017 ; Ministère de la justice et de la Promotion des Droits Humains, Directeur général de la politique criminelle et du Sceau ; durant cette période, j'ai Présidé les comités d'élaboration ou de relecture des avant-projets de textes suivants :
 - Loi n° 025-2018 / AN/ du 31 mai portant Code pénal ;
 - Loi n° 05-2017 /AN / du 19 janvier 2017 portant création des pôles judiciaires spécialisés dans la répression des infractions économiques et financières et de la criminalité organisée ;
 - Loi n° 06-2017/ AN / du 19 janvier 2017 portant création d'un pôle judiciaire spécialisé dans la répression d'actes de terrorisme
 - Loi n° 041-2017 /AN : du 29 juin 2017 portant organisation, fonctionnement et procédure applicable devant la chambre criminelle ;
 - décret n°2023-0263 portant création de l'Agence nationale de gestion et de recouvrement des avoirs saisis ou confisqués et les textes modificatif du code pénal et code de procédure ;
 - décrets d'application de la loi portant prévention et répression de la corruption.

- décembre 2017 à octobre 2024 ; Cour de cassation, Conseiller à la Chambre commerciale, puis criminelle ; chargé de l'intérim de la présidence de la Chambre criminelle depuis mai 2023 ;
- novembre 2017 à décembre 2020 cumulativement membre suppléant de la Haute Cour de justice, puis Vice-président de la Haute cour de justice ;
- janvier 2017 à février 2021 ; Union africaine, membre du Conseil consultatif de l'Union africaine sur la corruption ;
- Depuis le 13 novembre 2024, Premier Président de la Cour de cassation.

IV- Centres d'intérêts

Cinéma, football ;

Publication d'un ouvrage intitulé : « Aperçu du système africain de lutte contre la corruption ».

Distinction Honorifique : Officier de l'Ordre de l'Étalon depuis décembre 2023

Libéré des obligations militaires depuis septembre 1989.

Certifié sincère et exact

Ouagadougou le 20 février 2025